

1/ تعريب النص من اللغة الفرنسية

2 / ابرز في بضع اسطر موضوع النص وافكاره الأساسية

Si les règles régissant le divorce judiciaire sont inspirées des principes de la Chariâa, elles sont pour la plupart basées sur le Figh, les Fougaha et leur Ijtihad de sorte que le traitement de ce sujet peut être effectué au moyen d'un Ijtihad moderne qui tient compte de la place de la femme dans notre société actuelle ainsi que sa condition sociale et essaie de parer aux manquements dans l'application de ces règles, en favorisant ce qui peut le mieux et le plus facilement assurer la dignité de la personne, l'intérêt de la famille et la mise en application des prescriptions de la Chariâa tel qu'il appert des paroles divines: « Traitez votre femme avec égard ou bien si vous l'abandonnez faites-le avec correction ».

En outre, il y a d'autres remarques qui concernent le divorce judiciaire et qui nécessitent d'intervenir pour le réglementer et instaurer des règles bien détaillées en vue de l'organiser tant sur la forme que sur fond:

1) Les cinq formes prévues au code du statut personnel doivent être considérées à titre d'exemple et non à titre limitatif. Elles entrent toutes dans le cadre du concept du préjudice qui constitue un facteur commun à l'ensemble de ces formes. En effet, il s'agit de l'élément le plus important et le plus constaté dans toutes les formes de divorce judiciaire susmentionnées. Aussi est-il possible d'envisager de prendre

le concept du préjudice pour l'élément essentiel du divorce judiciaire étant donné que l'absence, le défaut d'entretien, le délaissement et les vices rédhibitoires ne sont que des manifestations des formes de préjudice dont le concept peut être développé pour s'étendre au divorce judiciaire pour discorde, à la violence, à la malversation, à l'infidélité conjugale, à l'inversion sexuelle, à la consommation des drogues et à une durée d'emprisonnement pouvant occasionner un préjudice à l'épouse et autres formes de préjudice rendant impossible la continuité des liens conjugaux, étant donné que le préjudice s'étend également à tous les cas d'arbitraire d'injustice, de mauvaise foi, de partialité, de malversation tant sur le plan matériel que sur le plan moral.

2) La nécessité de simplifier la procédure du divorce judiciaire et de réduire les délais dans ce genre d'affaires. L'époux peut, s'il le veut obtenir le divorce sous contrôle judiciaire dans un peu de jours. Mais lorsqu'elle demande le divorce judiciaire, l'épouse ne cesse de se rendre aux tribunaux de différents degrés pendant des années. Il est à constater que certaines épouses ont intenté des actions en justice pour le divorce judiciaire alors qu'elles sont encore toutes jeunes et le tribunal ne prononce ni refus, ni recevabilité de la demande que lorsqu'elles deviennent grisonnées et qu'elles perdent toute opportunité de vie à cause de l'attribution de l'époux, ses poursuites en justice de mauvaise foi et de l'emploi de recours abusif surtout que l'article 361 du code de procédure civile stipule que le recours contre la décision prononçant le divorce judiciaire devant la cour suprême suspend l'exécution de l'arrêt en appel, cet état met les deux époux et les enfants dans une situation singulière d'où la nécessité de simplifier la procédure d'accélérer le rythme de jugement et considérer la décision prononçant le divorce judiciaire comme exécutoire dès qu'elle est rendue. L'appel doit être limité au cas du refus seulement et de confier la procédure applicable au juge de la famille. Parallèlement, il faut

unifier l'instance judiciaire compétente, que le divorce judiciaire soit prononcé à la demande de l'époux ou à la demande de l'épouse.

3) La procédure de réconciliation doit être suivie avant la décision prononçant le divorce judiciaire. Il est nécessaire de la réglementer et de lever la contradiction existant entre les dispositions de l'article 212 du code de procédure civile qui organise la procédure du divorce judiciaire et prévoit la nécessité d'appliquer la procédure de réconciliation dans tous les cas de divorce judiciaire. Il doit également, être tenu compte du contenu de l'arrêt de la cour suprême en date du 27/9/2000 concluant que le divorce pour vice rédhibitoire n'exige pas l'application de la procédure de réconciliation des époux. En outre, il doit être précisé si la tentative de réconciliation et entreprise au début de la procédure ou doit continuer au cours de cette procédure et si elle est obligatoire aussi bien devant le tribunal de première instance que devant la cour d'appel. La déclaration des deux parties doit faire l'objet d'un procès-verbal auquel il sera référé en cas de besoin.

Au cas où la tentative de réconciliation aboutit, mention doit en être faite dans une décision comportant les conditions de la réconciliation le cas échéant. Il est constaté que la procédure des deux arbitres est imprécise et non réglementée, ainsi comment les arbitres vont-ils accomplir leur mission et comment leur décision pourra-t-elle être exécutée ? Doit-elle être soumise au contrôle du juge ? Fera-t-elle l'objet d'application des dispositions de l'article 320 du code de procédure civile relatif à l'exécution de la sentence arbitrale, ou doit-elle être soumise à une autre procédure ?

4) Tous les moyens de droit doivent être adoptés et développés au cours de la procédure du divorce judiciaire, y compris l'audition des témoins et des parties, l'enquête, l'expertise et constatation ainsi que tous les moyens d'instruction, sans tenir compte seulement de l'acte testimonial (Lafif) qui ne constitue qu'une simple liste des témoins. C'est donc au juge qu'il appartient d'établir la preuve testimoniale faite conformément à la loi pour en être convaincu grâce à son expérience humaine et à ses connaissances professionnelles en utilisant tous les moyens, preuves et présomptions sans les limiter à un cadre déterminé au point de constituer un obstacle insurmontable. Il doit prendre en considération la particularité et le caractère de ce différend qui oppose les conjoints et parvenir par son intuition à connaître les véritables causes du différend et la façon dont il pourra être traité. En outre, il peut recourir à l'assistante sociale ayant une formation relative au domaine de la famille en ce qui concerne le règlement de ce genre de différends tant au cours des relations conjugales qu'après leur rupture.